

En Guadeloupe, le summum du non-sens est atteint ! On ouvre grandes les frontières pour « sauver l'industrie touristique » tout en prévenant la population de sa seule responsabilité future dans une ultime « vague » à venir. Mais qui peut croire à une ineptie pareille ? On nous prend pour des **bamou**s ! Ne suffirait-il pas de garder fermes les frontières pour un temps afin gérer la circulation virale ?

L'humanité n'est ni à sa première ni à sa dernière pandémie, mais cette époque se distingue par sa capacité sanitaire et technique d'y répondre par la prévention et le soin, encore faut-il que les décisions politiques soient à la hauteur. En 1865, même le Choléra a été jugulé en Guadeloupe avec les moyens de l'époque, grâce à des femmes et des hommes volontaires et déterminés.

Après tant de scandales sanitaires, dont celui du **Chlordécone toujours en cours**, les autorités demeurent droites dans leurs bottes à vouloir nous culpabiliser plutôt que de décider clairement d'une véritable politique publique de santé au service de la population. L'échec patent du REMDESIVIR, qui a nécessité aussi des milliards, ne suffit pas à convaincre. Cette pandémie a pourtant démontré la supériorité absolue de tous les systèmes politiques où l'Etat décide en toute indépendance, écartant toute influence de lobbies industriels.

Nous faisons nôtre la réflexion du Docteur urgentiste et camarade de la C.G.T. - Christophe Prudhomme :
« Cette précipitation est suspecte, car son objectif est strictement commercial : pouvoir capter immédiatement les plus grosses parts de marché. Il faut donc rester vigilant. Si le vaccin constitue une arme supplémentaire contre le coronavirus, il ne s'agit pas de l'arme absolue. En effet, le vaccin permet de se protéger contre la maladie, mais n'élimine pas le virus qui continue à circuler. Le meilleur exemple est celui de la variole, qui a pu être définitivement éradiquée en 1980, alors que le premier vaccin a été mis au point par Edward Jenner en 1796 ! ».

Lapli bèl anba labay ! Pour donner un caractère obligatoire à cette substance, certains parlent même de l'imposer pour voyager si ce n'est pour intégrer certains lieux publics, balayant les fondements même des Droits humains, la tyrannie s'installant à bas bruit !

La FSAS-CGTG, en organisation syndicale responsable, estime jouer sa fonction sociale qui est d'alerter les travailleurs de la santé, en particulier, et la population, en général, face à un problème de santé publique conséquent.

La FSAS-CGTG ne peut que constater l'incapacité des décideurs politiques dans un système avaricieux et inhumain.

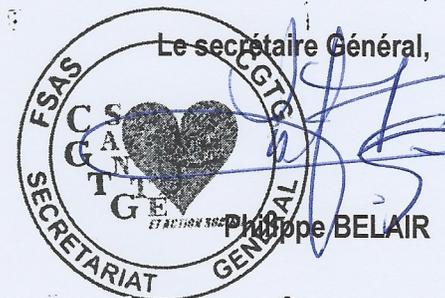
La FSAS-CGTG en appelle à la conscience collective des organisations progressistes et des organisations de défense des Droits humains.

La FSAS-CGTG appelle les professionnels de la santé et la population à la vigilance.

La FSAS-CGTG dénonce le choix fait par les autorités d'ajouter du risque au risque sanitaire contre la population Guadeloupéenne.

Pour la FSAS-CGTG,

Le secrétaire Général,



Basse-Terre, le 18 Décembre 2020